



Ce samedi 2 février à Bagnères de Bigorre, des enfants, des parents et des élu.e.s se sont rassemblé.e.s à la gare en direction de la sous-préfecture pour exiger le maintien des 2 classes fermées à la rentrée prochaine (d'après la carte scolaire du 08/02/2024). Cette manifestation regroupant les écoles de Pouzac et de Bagnères a démontré la détermination des parents à **conserver ces 2 classes, à préserver la qualité des enseignements reçus et à protéger le bien-être de leurs enfants.**

Les messages écrits sur les pancartes des enfants interrogent le monde des décideurs et peuvent se résumer ainsi : « *pourquoi l'inspection veut détruire quelque chose qui fonctionne bien ?* ».

Pour la FCPE 65, nous ne pouvons que soutenir cette dynamique en faveur de la défense d'un service public de proximité répondant aux besoins des enfants et des équipes éducatives.

Concernant la carte scolaire et d'après les textes (<https://www.education.gouv.fr/qui-decide-d-ouvrir-ou-de-fermer-des-classes-2486>), la FCPE 65 invite les parents à continuer la mobilisation « *Vers la mi-mai, les directeurs d'école sont appelés à retourner auprès de la direction des services départementaux de l'éducation nationale l'état des élèves inscrits. Un CTPD est de nouveau réuni début juin, à la suite duquel certaines mesures de retrait révisable et d'affectation révisable peuvent être levées. En septembre, les derniers ajustements sont effectués au regard des effectifs constatés au jour de la rentrée. Un dernier CTPD est réuni ainsi qu'une CAPD pour l'affectation des personnels* ».

En parallèle, nous voulons dénoncer l'expérimentation menée par les services de l'éducation nationale des Hautes-Pyrénées avec la création d'une école dans le collège de Maubourguet avec 3 enseignants pour seulement 25 élèves (transfert des CM1/CM2 de Maubourguet et d'écoles avoisinantes au collège). Cette expérimentation où les moyens ont été mis, fragilise malheureusement l'ensemble des écoles rurales du département.

Au niveau national, les dernières annonces, du ministre du budget Bruno Lemaire, sur une réduction des budgets de 10 milliards d'euros, impacteront directement l'éducation nationale.

Cette dernière se verra amputer de 692 millions d'euros pour l'école publique à la rentrée prochaine.

En l'absence de tout débat politique avec la représentation nationale, c'est avec un décret publié le jeudi 22 février au petit matin que La FCPE apprend que l'école, la priorité des priorités des premiers jours de janvier, n'en est finalement plus une...

Quelle est la sincérité du budget voté fin 2023 où l'ancien ministre de l'éducation nationale M. Gabriel Attal « gelait » certaines suppressions d'emplois?

Combien de postes d'enseignants en moins ? **2620 emplois en moins** dans le 1er degré et **1740 emplois en moins** dans le second degré à la rentrée prochaine!

Combien d'accompagnant d'élèves en situation d'handicap (A.E.S.H) et d'assistant.e d'éducation (A.E.D) non recrutés ? **4600 emplois en moins** à la rentrée prochaine. Comment pérenniser et améliorer l'école inclusive ? Que vont dire les parents et les élèves concernés ?

Combien de parcours d'orientation et de projets d'inclusion brisés ?...

Nous le constatons amèrement sur le terrain, l'école publique est asphyxiée, les besoins sont criants. La communauté éducative fait face à une pénurie de moyens, les classes sont surchargées, les enseignants absents non remplacés malgré les promesses sans lendemain, des situations d'une rare violence que les parents, les enseignants et les enfants subissent au quotidien.

Le collège unique est explosé façon puzzle et l'école inclusive atteint le point de rupture, faute de moyens et d'ambition.

Avec « *le choc des savoirs* », les faibles seront encore plus faibles et les forts un peu moins forts...

Afin de déployer, à **marche forcée**, les groupes de niveau en mathématique et français, en 6ème et 5ème, l'académie de Toulouse va recruter 100 professeurs contractuels avec une formation de 14 jours (<https://www.ac-toulouse.fr/l-academie-de-toulouse-recrute-100-professeurs-contractuels-en-francais-et-en-mathematiques-129141>)

La FCPE dénonce ces méthodes ni satisfaisantes pour les élèves et encore moins pour ce personnel précaire recruté.

La carte scolaire est une catastrophe, les dotations horaires de fonctionnement des collèges et des lycées sont insuffisantes, l'enseignement en sciences, en art et en langues anciennes est compromis dans de nombreux établissements...

Les effectifs dans les classes ne permettent plus une pédagogie adaptée.

Au lycée, la pression du contrôle continu est intenable pour les élèves et les enseignants.

Tous les acteurs de la communauté éducative tiennent à bout de bras les écoles, collèges et lycées de notre pays.

Avec la baisse des impôts qui prive les services publics de moyens, pas de gagnant ! , ce sont tous les enfants qui sont perdants !

Et pendant ce temps-là, l'exécutif impose un service national universel (2 à 3 milliards d'euros) qui sera progressivement généralisé, procure de la satisfaction aux réactionnaires avec des uniformes (au moins 200 euros par élèves) **dont pas grand monde ne veut**, réinvente un peu plus chaque jour l'école du passé en cherchant par tous les moyens à trier socialement les élèves et en dégoûtant les enseignants de faire leur métier.

Pire, alors que les budgets pour la communauté éducative sont ultra serrés ! Les écoles maternelles et élémentaires vont recevoir un kit-livret « J.O.P 2024 » avec à l'intérieur une pièce de 2 euros à l'effigie des jeux olympiques de Paris ; coût imposé 16 millions d'euros sans parler du problème de l'argent donné à des enfants dans une école alors que la plupart des règlements intérieurs l'interdisent.

Ça suffit !

L'école mérite un vrai débat de société, des moyens et de l'ambition.

Il est temps d'en finir avec toutes ces manœuvres qui alimentent des colères bien légitimes (incompréhension des fermetures des parents à Pouzac et à Bagnères.....)

Nous ne renoncerons pas à défendre **notre bien commun, l'école publique**, le creuset de toute une nation.

Défendre l'école publique, **c'est donner un avenir à nos enfants et construire une nouvelle société digne de l'héritage des Lumières et du Conseil national de la Résistance.**

En ce 8 mars 2024, à l'occasion de la Journée Internationale pour les droits des femmes, la FCPE a choisi de réaffirmer le droit des élèves à disposer de leur corps, et plus spécifiquement le droit des adolescentes à s'habiller comme elles l'entendent ! Les injonctions sexistes dans certains règlements intérieurs des établissements scolaires n'ont aujourd'hui plus lieu d'être.

**Nous appelons les élèves et leurs parents à venir manifester
ce vendredi 8 mars à partir de 17h30 , place Verdun pour la journée internationale pour
les droits des femmes et des filles !**

Si vous partagez les valeurs de la FCPE,

Rejoignons nous , faisons porter notre voix pour l'intérêt de nos enfants :

[Pour le CDPE 65](#)

FCPE 65

4 bis rue de la Marne

65000 Tarbes

contact : 05/62/93/39/49

courriel : fcpe65@gmail.com

